

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

WT/DS33/1

15 mars 1996

(96-0971)

Original: anglais

ETATS-UNIS - MESURES AFFECTANT LES IMPORTATIONS DE CHEMISES, CHEMISIERS ET BLOUSES, DE LAINE, TISSES

Demande d'établissement d'un groupe spécial

Communication de l'Inde

La communication ci-après, datée du 14 mars 1996, adressée par la Mission permanente de l'Inde à la Mission permanente des Etats-Unis, est distribuée à la demande de la Déléation permanente de l'Inde.

1. Le gouvernement indien a reçu du gouvernement des Etats-Unis d'Amérique, le 30 décembre 1994, une demande de consultations concernant les importations de la catégorie 440 (chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés) au titre des paragraphes 19 et 20 de l'"Accord entre le gouvernement indien et le gouvernement des Etats-Unis d'Amérique concernant le commerce des textiles et produits textiles" (Accord bilatéral sur les textiles) qui était appliqué dans le cadre de l'Arrangement concernant le commerce international des textiles (AMF).

2. Les délégations des deux pays se sont réunies à Genève les 18 et 19 avril 1995 pour examiner certaines questions d'intérêt mutuel relatives aux textiles, y compris la demande de consultations au sujet de la catégorie 440 présentée le 30 décembre 1994. Alors que la délégation indienne expliquait à la délégation des Etats-Unis, le 18 avril 1995 à Genève, que l'on ne pouvait pas, d'un point de vue juridique, maintenir une demande de consultations présentée au titre de l'ancien Accord bilatéral sur les textiles, qui avait cessé d'être applicable le 31 décembre 1994, et exposait les anomalies et incompatibilités au regard des dispositions de l'Accord sur les textiles et les vêtements qui risquaient d'apparaître s'il était donné suite aux demandes présentées au titre de l'ancien Accord bilatéral sur les textiles après l'entrée en vigueur du nouvel accord multilatéral sur les textiles, c'est-à-dire l'Accord sur les textiles et les vêtements, le gouvernement des Etats-Unis a adressé, par l'intermédiaire de l'ambassade de l'Inde à Washington D.C., une nouvelle demande de consultations au sujet de la même catégorie (catégorie 440) au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, et des copies des exposés relatifs au "préjudice grave" annexés à la demande de consultations ont été remises à la délégation indienne le même jour à Genève. Le 19 avril 1995, la délégation des Etats-Unis a donné certains éclaircissements à la délégation indienne au sujet de ces nouveaux exposés relatifs au "préjudice grave".

3. Sur la base de la nouvelle demande de consultations présentée le 18 avril 1995 par le gouvernement des Etats-Unis au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements au sujet de la catégorie 440, des consultations bilatérales ont eu lieu à Washington D.C. du 14 au 16 juin 1995. Au cours de ces consultations, la délégation indienne a fait observer que la note verbale du gouvernement des Etats-Unis dans laquelle celui-ci transmettait sa demande de consultations faisait référence à "un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave" pour la branche de production des Etats-Unis

sans indiquer clairement si les Etats-Unis avaient déterminé qu'il s'agissait d'une situation de "préjudice grave" ou de "menace réelle", mais que l'exposé qui accompagnait la note verbale faisait constamment référence à un "préjudice grave". Au cours de ces consultations bilatérales, la délégation indienne, sur la base des données fournies avec la demande de consultations et d'autres chiffres publiés par les organismes du gouvernement des Etats-Unis ayant un rapport avec la demande de consultations, a fait observer que rien ne justifiait une mesure au titre de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements à l'égard de la catégorie 440. Or, la délégation des Etats-Unis a refusé d'admettre cette position et a établi ultérieurement (le 14 juillet 1995) une limitation unilatérale visant les importations de la catégorie 440 en provenance de l'Inde avec effet rétroactif au 18 avril 1995.

4. Conformément au paragraphe 10 de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, l'Organe de supervision des textiles (OSpT) a examiné la question à ses troisième et quatrième réunions qui se sont tenues du 28 août au 1er septembre 1995 et du 12 au 15 septembre 1995. La délégation indienne a présenté un exposé détaillé à l'OSpT sur tous les paramètres pertinents mentionnés à l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et a également répondu aux questions posées par les membres de l'OSpT. Dans son exposé, l'Inde a fait observer, en analysant les données fournies par les Etats-Unis et en utilisant les données publiées par les autorités des Etats-Unis, que les Etats-Unis n'avaient pas prouvé, comme il leur incombait de le faire, qu'il existait un préjudice grave ou une menace réelle de préjudice grave pour leurs producteurs.

5. L'OSpT a ensuite distribué un rapport sur ses troisième et quatrième réunions qui traitait, entre autres choses, de son examen, au titre de l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, de la mesure prise par les Etats-Unis contre les importations de la catégorie 440 en provenance de l'Inde (document G/TMB/R/3 du 3 octobre 1995). Le paragraphe 26 de ce rapport a la teneur suivante:

"Au cours de son examen au titre des paragraphes 2 et 3 de l'article 6 de la mesure de sauvegarde prise par les Etats-Unis contre les importations de produits de la catégorie 440 en provenance d'Inde, l'OSpT a constaté que la menace réelle de préjudice grave avait été démontrée et que, conformément au paragraphe 4 de l'article 6, cette menace réelle pouvait être attribuée à l'accroissement brusque et substantiel des importations en provenance d'Inde."

6. Le rapport susmentionné de l'OSpT n'indiquait pas si l'OSpT avait examiné l'allégation des Etats-Unis concernant le "préjudice grave" et, s'il l'avait fait, quel en était le résultat. Le rapport n'indiquait pas non plus les critères appliqués par l'OSpT pour arriver à une conclusion au sujet de l'existence d'une "menace réelle".

7. Le 16 octobre 1995, le gouvernement indien a envoyé une communication à l'OSpT au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements lui faisant part de son impossibilité de se conformer à ses recommandations et lui en expliquant les raisons. Cette communication a été distribuée dans le document G/TMB/SPEC/118 du 17 octobre 1995. Dans cette communication, l'Inde avait, entre autres choses, fait observer que l'OSpT n'avait pas examiné les critères de détermination d'une menace réelle de préjudice grave au cours de son précédent examen au titre de l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et qu'aucune opinion n'avait été émise non plus sur la question de l'application rétroactive du niveau de limitation. Pour ce qui est des éléments factuels, l'Inde avait mentionné l'absence de données ainsi que l'inadéquation ou la faiblesse des données présentées par les Etats-Unis au sujet de plusieurs facteurs auxquels il était fait référence dans l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements et avait redit sa conviction que les producteurs de chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés, des Etats-Unis ne se trouvaient pas face à une situation de "menace réelle de préjudice grave".

8. L'OSpT a examiné cette question à sa septième réunion, qui s'est tenue du 13 au 17 novembre 1995, au cours de laquelle il a étudié l'exposé écrit présenté par l'Inde dans sa communication du 17 octobre 1995 et entendu un exposé oral de ce pays.

9. L'OSpT a distribué un rapport sur sa septième réunion (document G/TMB/R/6 du 8 décembre 1995) qui traitait, entre autres choses, de son examen de la communication adressée par l'Inde au titre de l'article 8:10. Le paragraphe 14 de ce rapport a la teneur suivante:

"L'OSpT a examiné la question dont l'Inde l'avait saisi en vertu du paragraphe 10 de l'article 8 dans une lettre datée du 16 octobre 1995. L'OSpT a entendu l'exposé de l'Inde et a étudié les arguments avancés. Il ne pouvait ajouter aucune recommandation aux conclusions auxquelles il était parvenu à sa réunion du 12 au 15 septembre 1995 (G/TMB/R/3, paragraphe 26). L'OSpT considèrerait donc qu'il avait terminé son examen de la question."

10. Etant donné que la question qui se pose à la suite de la demande de consultations présentée par les Etats-Unis le 18 avril 1995 concernant la catégorie 440 et de l'établissement ultérieur d'un niveau de limitation concernant cette catégorie le 14 juillet 1995, avec effet à compter du 18 avril 1995, demeure sans solution malgré:

- les consultations bilatérales qui ont eu lieu entre l'Inde et les Etats-Unis au titre du paragraphe 7 de l'article 6 de l'Accord sur les textiles et les vêtements en avril et juin 1995;
- l'examen de la question par l'OSpT au titre de l'article 6:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements à ses troisième et quatrième réunions, en août et septembre 1995;
- la communication que le gouvernement indien a envoyée à l'OSpT au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, dans le mois suivant cette recommandation au titre de l'article 6:10, expliquant les raisons pour lesquelles il ne pouvait pas se conformer à ses recommandations; et
- l'examen de la question par l'OSpT, au titre de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements, à sa septième réunion en novembre 1995 et le rapport de l'OSpT sur cette septième réunion;

le gouvernement indien considère que toutes les prescriptions de l'article 8:10 de l'Accord sur les textiles et les vêtements relatives au recours direct au paragraphe 2 de l'article XXIII du GATT de 1994 n'ont pas été respectées. L'Inde demande donc qu'un groupe spécial soit établi à la prochaine réunion de l'ORD, conformément à l'article XXIII:2 du GATT de 1994, à l'article 6 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends et à l'article 8:10 et autres dispositions pertinentes de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

11. L'Inde demande que le groupe spécial examine et constate ce qui suit:

1. La limitation introduite par les Etats-Unis le 14 juillet 1995 à l'égard des importations de la catégorie 440 (chemises, chemisiers et blouses, de laine, tissés) en provenance de l'Inde avec effet à compter du 18 avril 1995 est incompatible avec les articles 6, 8 et 2 de l'Accord sur les textiles et les vêtements.
2. La mesure que les Etats-Unis ont prise en imposant la limitation visant les importations de la catégorie 440 en provenance de l'Inde annule ou compromet les avantages résultant

pour l'Inde de l'Accord sur l'OMC, et en particulier du GATT de 1994 et de l'Accord sur les textiles et les vêtements.

3. Le gouvernement des Etats-Unis devrait mettre cette mesure en conformité avec l'Accord sur les textiles et les vêtements en retirant la limitation qu'ils ont imposée aux importations de la catégorie 440 en provenance de l'Inde.
12. L'Inde demande également que le groupe spécial fasse la constatation supplémentaire suivante:
 - i) En vertu de l'Accord sur les textiles et les vêtements, notamment de son article 6, c'est aux Etats-Unis, en tant que pays importateur, qu'il incombe de démontrer l'existence d'un préjudice grave ou d'une menace réelle de préjudice grave. Les Etats-Unis doivent choisir, au début du processus, s'ils feront valoir qu'il existe un "préjudice grave" ou qu'il existe une "menace réelle". Ces deux allégations ne sont pas interchangeables car les données à fournir varieraient selon la situation choisie. Il ne serait pas valable de transférer une sauvegarde transitoire dans une situation de menace réelle lorsque l'allégation de préjudice grave n'a pas été acceptée.
 - ii) Aucune disposition de l'Accord sur les textiles et les vêtements ne permet aux Etats-Unis, en tant que pays importateur, d'imposer une limitation avec effet rétroactif.
13. L'Inde demande que le groupe spécial soit doté du mandat type prévu à l'article 7 du Mémorandum d'accord sur le règlement des différends.
14. L'Inde demande en outre que cette demande d'établissement d'un groupe spécial soit inscrite à l'ordre du jour de la prochaine réunion de l'ORD qui doit se tenir le 27 mars 1996 et soit distribuée à tous les Membres de l'OMC.